

BRÈVES DE BLIDA

Incendie au lycée
Tayeb-El-Okbi
de Bougara

Un incendie qui s'est déclaré hier à 9h54mn au lycée Tayeb-El-Okbi à Bougara, commune distante de 25 kilomètres à l'est de Blida, n'a heureusement fait aucune victime parmi les élèves.

C'est à l'intérieur d'un hangar de 1 000 m² où était tassé du mobilier pédagogique que les flammes se sont déclarées. Il a fallu l'intervention musclée des éléments de la Protection civile pour circonscrire le feu et éviter qu'il se propage vers les classes de cour. A noter qu'une grande panique s'est emparée des lycéens et de leurs enseignants.

M. B.

Un ouvrier de
22 ans meurt
électrocuté

Un ouvrier de 22 ans, répondant aux initiales de T. A., est décédé mardi dernier, par électrocution, après avoir touché un conducteur électrique de 30 000 volts.

En effet, la victime qui effectuait des travaux de maçonnerie au niveau du 3^e étage d'une construction, à proximité d'un ouvrage électrique de moyenne tension situé dans la commune de Guerouaou, à 10 kilomètres à l'est de Blida, est entré en contact par inadvertance avec le réseau électrique. Il a été transféré par les sapeurs-pompiers à la morgue de l'hôpital Frantz-Fanon.

M. B.

Grave accident de
la route à Chiffa

Mardi dernier à 15 h, un accident de la route est survenu sur la RN1, à l'entrée du premier tunnel, entre la commune de Chiffa et la wilaya de Médéa, où un véhicule de marque Renault Logane a chuté dans un ravin de 80 mètres de profondeur.

Le chauffeur qui était seul dans la voiture a subi de graves blessures et a été transféré au CHU Frantz-Fanon où il a été gardé en observation.

M. B.

Chute mortelle
d'une fillette
de deux ans

Une petite fille de deux ans est décédée sur le coup, suite à une chute de la terrasse de la maison parentale située à Mouzaïa, à 15 kilomètres à l'ouest de Blida.

Les secouristes de la Protection civile ont tout fait pour la réanimer lors de son transfert à l'hôpital, mais la victime a rendu l'âme avant même d'y arriver.

M. B.

BOUMERDÈS

Des pilleurs de sable du Sebaou
instigateurs de remous ?

Le magistrat-enquêteur du tribunal de Bordj-Menaïel a placé sous contrôle judiciaire 4 cadres et un caissier des Services des domaines de la wilaya de Boumerdès.

Il s'agit de l'ancien directeur des Domaines de Boumerdès, désormais parti en retraite depuis plusieurs mois, du chef de l'Inspection des domaines de Bordj Menaïel, d'un chef de service de la direction des Domaines de la ville de Boumerdès, d'un chef de bureau de l'inspection des Domaines de Dellys et du caissier de l'inspection des Domaines de Bordj-Menaïel.

La justice les soupçonne de divers délits relatifs à la dilapidation des deniers publics et à la vente aux enchères illégale des biens appartenant à l'Etat. L'un des subalternes de l'inspection de Bordj-Menaïel, pourrait se voir coller l'accusation de corruption. C'est à la suite d'un processus de vente aux enchères publiques de sable marin qui a mal tourné que la DG des Domaines d'Alger a ins-

truit le directeur intérimaire de Boumerdès pour saisir la justice.

Il est à noter que ces 4 fonctionnaires, toujours en fonction, ont été suspendus par la Direction générale des Domaines d'Alger. Ceci au plan judiciaire. De quoi s'agit-il dans ce dossier ? Selon nos propres investigations, les Services des domaines ont lancé fin 2013 un processus de vente de 135 000 m³ de sable marin.

Ce matériau a été extrait, rapelons-le, par une entreprise publique à la suite de travaux d'extension et de désensablement du port de pêche de Cap-Djinet dans l'est de la wilaya de Boumerdès. Les deux premières mises en vente aux enchères sont restées infructueuses.

Quant à la troisième, l'adjudication a été remportée, pour 8 milliards de centimes, par l'Eurl ATPC

domiciliée à Alger, appartenant à un Algéro-américain. Pendant cette enchère, il y a eu des remous et des dérapages dans la salle des ventes. De plus, les services de sécurité n'étaient pas présents dans la salle (ils sont arrivés en retard).

En l'absence des agents de l'ordre, l'inspection des Domaines de Bordj-Menaïel qui gérait cette vente ne devait pas commencer les enchères. Il s'agit là de la première infraction. Par la suite, l'adjudicateur (Eurl ATPC) a remis un chèque d'un montant égal à 21% du prix de l'adjudication. Plus tard, il a remis un second chèque du complément du prix de l'adjudication (79%). Malheureusement les deux chèques ont été émis sur un compte bancaire bloqué. Le chef a déposé plainte.

L'Algéro-américain n'a plus donné signe de vie. Or, le chef de l'inspection de Bordj-Menaïel avait autorisé l'entreprise en question à charger le sable sur lequel il a, par ailleurs, délivré une main levée.

C'est à partir de là que toutes les supputations sont permises. Comme on l'a vu plus haut, le jour de la vente, il y a eu des remous et des dérapages.

Selon nos informations, ces remous ont été télécommandés par un puissant promoteur immobilier installé depuis peu à Boumerdès. Ce dernier, qui a commencé par s'enrichir à partir du pillage de sable de la vallée de Oued Sebaou en amont de la ville de Baghlia, a fait bouger ses pantalons pour faire capoter cette vente.

L'intérêt de ce promoteur n'était pas seulement l'acquisition de ce lot de sable, mais d'avoir l'opportunité d'établir des milliers de bons d'enlèvements. Ainsi les 135 000 m³ seraient transformés en millions de mètres cube de sable et le trafic se déroulera sous le nez et à la barbe des services de sécurité. Dans cette affaire, les services de sécurité et la justice iront-ils jusqu'au bout de l'enquête ?

Abachi L.

FIÈVRE APHTEUSE

Les éleveurs indemnisés à Médéa

Après l'épidémie de fièvre aphteuse qui a sévi en 2014 et qui a frappé, entre autres le cheptel bovin dans la wilaya de Médéa, les éleveurs ont enfin été indemnisés par la CRMA (Caisse régionale de mutualité agricole).

25 millions de dinars ont été déboursés en guise d'indemnités à l'adresse des agriculteurs concernés, dont le nombre excède la centaine. De surcroît, ce même

organisme vient d'engager une opération de grande envergure visant à régulariser les demandes de dédommagement introduites par les souscripteurs pour une

police d'assurance incendie (récolte). Cette opération devrait permettre de verser les indemnités en question, dans les plus brefs délais. Il est à signaler que ces dossiers sont en attente depuis des années. Dans un but de décentralisation, démarche qui devrait être garante d'une meilleure prestation de service, la CRMA,

présente déjà dans 7 localités de Médéa, compte s'implanter prochainement à Oumria, Ouamri et autres. Le responsable de la CRMA fera remarquer que le taux adhésion à cette Caisse, reste quand même «fluét» et que des efforts considérables sont consentis dans un but persuasif.

M. L.

BÉJAÏA

Plusieurs centaines de travailleurs de l'administration
dans la rue à l'appel du Snapap

Ils étaient plusieurs centaines de travailleurs exerçant dans l'administration à sortir hier dans la rue, à travers une marche de protestation contre les promesses non tenues des pouvoirs publics en faveur de l'abrogation de l'article 87-bis.

Tout au long du trajet de la marche qui s'est ébranlée de la Maison de la culture vers le siège de la Wilaya, les travailleurs protestataires exerçant dans les différentes communes de la wilaya, les dairas et les résidences universitaires n'ont pas cessé de reprendre à tue-tête des slogans fustigeant les pouvoirs publics qui n'ont pas respecté leur engagement pour «l'abrogation de l'article 87-bis et non sa redéfinition».

La coordination de wilaya du Syndicat national autonome des personnels des administrations publiques (Snapap), initiatrice de

la manifestation, exige «un décret d'application de l'abrogation de l'article 87-bis et non sa redéfinition, la révision du statut particulier,

un salaire digne, la révision du régime indemnitaire, la révision du statut général de la Fonction publique, un poste de travail décent pour les travailleurs contractuels et ceux du pré-emploi, la réintégration des syndicalistes et des travailleurs suspendus pour leurs activités syndicales, le respect des libertés syndicales».

Il convient de souligner, à l'appel de la même coordination de wilaya du Snapap, qu'une grève de deux jours, mardi et mercredi passés, a paralysé l'ensemble de l'administration locale à travers la wilaya ainsi que les résidences universitaires de Béjaïa.

A. Kersani

Deux cadavres découverts au port de Tala Guilef

Dans la matinée d'hier, les services de la Gendarmerie nationale, par le biais du numéro vert 1055, ont été destinataires d'une information relative à la découverte d'une voiture flottante sur les eaux du port de plaisance de Tala Guilef, relevant de la commune de Béjaïa.

Aussitôt arrivés sur les lieux, les éléments de la Gendarmerie nationale, accompagnés de la Protection civile, ont découvert deux cadavres dans un état de décomposition très avancé à l'intérieur de la voiture de

marque Chevrolet Spark immatriculée à Béjaïa. Les sexes des deux victimes n'ont pas encore été identifiés, selon la direction de la Protection civile du fait que leur mort remonte à plusieurs semaines.

Les deux cadavres ont été acheminés vers l'hôpital Frantz Fanon pour une autopsie.

Une double enquête préliminaire a été ouverte par les services de la gendarmerie afin de procéder à leur identification et aux circonstances de ce drame.

Kamel Gaci

Lâche assassinat de l'épouse de l'ex-président de la JSMB

L'épouse de l'ex-président de la JSMB, Boualem Tiab, a été retrouvée lâchement assassinée de plusieurs coups de couteau, hier, vers midi en son domicile situé au boulevard Bouaouina au chef-lieu de Béjaïa.

L'annonce de l'assassinat d'Arlette Tiab s'est répandue telle une trainée de poudre dans les quatre coins de la wilaya, suscitant émoi et consternation au sein de la

population de la wilaya. La Franco-Algérienne Arlette Tiab, âgée d'une soixantaine d'années et mère de trois filles, s'est depuis plusieurs années, investie pleine-

ment dans des œuvres caritatives, notamment au profit des enfants abandonnés.

C'est, a-t-on appris, Boualem Tiab, lui-même, qui a découvert l'horreur en rentrant chez lui, comme d'habitude pour déjeuner. Selon des informations concordantes, le ou les auteurs du crime crapuleux n'ont rien volé dans la

maison de l'homme d'affaires de Béjaïa. Un crime odieux qui n'a pas manqué de susciter de nombreuses interrogations au sein de la population.

Une enquête a été immédiatement ouverte par les services de sécurité pour faire la lumière sur cet abominable crime.

K. G.